

## LE JUSTE PRIX DU BIO

Lylian LE GOFF

### Introduction

Au vu des étiquettes, les produits bio apparaissent plus chers.

Vraiment ? En fait, ils ne le sont pas à condition de se considérer à la fois comme consommateur et contribuable et ils ne le sont pas du tout à condition de considérer tous les enjeux qui passent par l'assiette.

De plus, le juste prix des produits bio peut être à la portée du consommateur futé : celui qui sait préserver l'équilibre de son budget grâce à l'équilibre alimentaire.

Paradoxe : les produits bio ne connaissent pas – ou moins – la crise comme en témoignent les progressions de leur consommation depuis des années (ce n'est certes pas un « effet de mode » !) et, plus récemment, de leur production : 300 agriculteurs, chaque mois, se sont convertis à la bio en 2009 et cela continue au point que le budget alloué aux conversions pour 2010 s'est avéré nettement insuffisant dès le mois de septembre.

Certains consommateurs ne sont donc pas dupes et ne se laissent pas abusés par certains médias qui donnent régulièrement le coup de pied de l'âne au bio en lui reprochant d'être trop chère, conscients des enjeux liés à une saine alimentation.

### Ce qui alimente la cherté des produits bio :

En politique agricole, on pratique un tour de passe-passe appelé « l'externalisation des coûts », selon lequel nombre de dépenses (aides de toutes sortes à la production intensive, dépollutions, crises sanitaires et économiques ...) ne sont pas intégrées dans les prix affichés mais prélevées sur les deniers publics, c'est-à-dire nos impôts.

L'agriculture biologique, plus autonome et économe, joue davantage la transparence et apparaîtrait plus économique si l'on affichait le juste prix des produits. Tous les constats à courte vue, les enquêtes de prix au ras des étiquettes, font oublier au consommateur qu'il est mis à contribution sans pouvoir exercer son choix et qu'ainsi il peut payer pour des produits qu'il n'achète pas, produits apparaissant moins chers que ce qu'ils coûtent en réalité.

Ainsi, de gros titres en première page de journaux de référence se scandalisent : « Manger bio coûte vraiment plus cher » (*Ouest-France* du 11 11 2009) ; « Produits bio : beaucoup trop chers ! » (*Que choisir* de février 2010). L'agriculture biologique fait ainsi l'objet régulièrement d'offensives qui ne peuvent que favoriser la rente de situation des marchands d'engrais chimiques et de pesticides ; comme si l'on voulait que notre « pauvre bio » – de pionnière durant la décennie 1980, elle est maintenant en queue du peloton européen – demeure dans le ghetto qu'elle occupe depuis trois décennies de l'ordre de 2 % de la production nationale française (contre une bio à près, ou à plus, de 10% chez certains de nos voisins européens) et dans sa niche commerciale.

En réalité, ces gros titres – qui sont bien l'expression d'une politique éditoriale – ne reflètent pas le contenu des articles traitant du prix de produits pratiqués par la grande distribution qui, selon *Que choisir*, « entend tirer profit du bio » du fait des marges pratiquées sur ces produits. Voilà où réside en partie le scandale car, faute de titrer : « La grande distribution se fait du gras avec le bio », ce constat se retourne contre les produits bio !

L'autre aspect du scandale renvoie à la manière avec laquelle les pouvoirs publics gèrent les aides européennes de la PAC (politique agricole commune). En France les critères quantitatifs prévalent outrageusement sur le qualitatif, ce qui pénalise évidemment les pratiques conformes au « développement durable », dont la bio est un modèle ; mais aussi la plupart des agriculteurs conventionnels puisque 80% des aides vont à 20% des plus grosses exploitations !

De plus, en France la répartition de ce qui revient au bio aggrave cette inégalité par rapport à nos voisins européens qui ont su utiliser les budgets destinés aux mesures « agri-environnementales »

pour développer leur agriculture biologique. Rappelons que les aides PAC représentent près de la moitié du budget européen alimenté par les contributions de chaque état membre qui, ensuite, les redistribue en fonction de critères politiques et techniques variables selon les états. De sorte qu'une partie des impôts français a été plus profitable au développement de l'agriculture biologique chez nos voisins que chez nous. Résultat : net recul de la bio française au détriment de notre balance commerciale, car près de 70% de ce qui est consommé en bio en France est importé (alimentation humaine et celle destinée aux élevages bio) ! Or, un produit importé implique plus de coûts !

### **Se comporter en consommateur futé.**

Cependant, en alimentation, on peut s'offrir de la qualité – en l'occurrence bio – sans grever son budget ... à condition de savoir s'y prendre.

Il existe nombre d'astuces pour mieux faire sans se ruiner. Pour l'essentiel, il s'agit de ne pas en rester au facteur prix apparent pour, surtout, changer de comportement, en l'occurrence bien manger, c'est-à-dire équilibré, avec des produits variés, frais et, si possible, de proximité :

- **équilibrer ses menus** avec des aliments variés en faisant la part belle aux végétaux, particulièrement pour les protéines ; on mange trop carné (donc trop de graisses saturées, ce qui facilite les surcharges et le cancer), et pas assez de produits céréaliers non raffinés et de légumineuses (lentilles, haricots secs, pois chiches ...) riches en protéines et en nutriments protecteurs ; réduire les premières qui sont onéreuses, au profit des secondes très économiques, permet de manger bio régulièrement (même avec un revenu modeste : je connais nombre de « RMIstes » bio !) et de préserver à la fois sa santé et son budget.

- **manger frais** : réserver les produits transformés, de marque (précisément ceux qui ont fait l'objet des enquêtes de prix !), en conserve, les plats traiteurs... , au dépannage ; par contre, des produits frais, cuisinés « maison », sont beaucoup plus économiques pour un rapport qualité nutritionnelle/prix incomparable ... sans compter le plaisir des vrais saveurs et de (re) faire les choses par soi-même.

- **la proximité des produits** – mais aussi conditionnés en vrac et non sous emballage – réduit de beaucoup les coûts – et la pollution ! –. Elle permet aussi de contribuer à l'instauration d'un commerce équitable « nord-nord »

### **Où réside le vrai scandale de la cherté du bio :**

Il n'en demeure pas moins que les distorsions dans la répartition des aides et le fait que les coûts réels de production ne soient pas inclus dans le prix apparent des produits pérennisent, pour l'essentiel, cette cherté du bio qui la « ghettoise ».

On doit effectivement se scandaliser en considérant tous les bienfaits qui pourraient résulter d'une volonté politique de promouvoir la production et la distribution de produits bio en terme de santé publique et de gestion du Bien commun.

Cette cherté apparente du bio s'oppose à ce que des produits sains – aliments dont la production ne pollue pas et dont on a la preuve scientifique qu'ils sont bien plus riches en nutriments protecteurs – soient mis à la portée du plus grand nombre, alors que des fléaux de santé publique très influencés par l'agro-alimentaire (surpoids, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers, allergies, hypofertilité ...), sont en constante progression !

Utiliser le pouvoir d'achat des familles et des collectivités pour **promouvoir l'équilibre alimentaire** et des produits conformes à un développement soutenable, **permettrait de sérieuses économies en termes:**

- **de coûts énergétiques** (une tonne d'engrais vert coûte 7 fois moins cher que son homologue chimique de synthèse qui nécessite 3 tonnes de pétrole ; 1 gramme de protéines animales nécessitent de 7 à 9 grammes de protéines végétales, voire 12 pour le bœuf) ;

- **de relocalisation de l'économie**, d'aménagement des territoires et de gestion des deniers publics (exemples du Bad Wurtemberg ou de Munich qui ont reconverti leur agriculture au « durable » pour reconquérir une qualité d'eau de source avec retour sur investissement : on n'a plus à dépolluer contre les nitrates et pesticides ; de plus, ils exportent leurs produits bio, notamment ... en France !) ;

- **de préservation de l'emploi** (depuis des années, 35000 exploitations agricoles disparaissent en moyenne chaque année, alors que la ferme bio crée de l'emploi et génère des produits avec une bien meilleure valeur ajoutée en raison de l'économie réalisées sur les intrants chimiques) ;
- **de relations Nord-Sud plus équitables** (une partie des aides sont destinées à des exportations qui représentent un véritable dumping détruisant l'agriculture vivrière de pays en développement ; environ 55 % de la production mondiale de protéines végétales sont destinés au bétail : les causes et remèdes de la faim dans le monde sont avant tout politiques et passent par une meilleure gestion des ressources alimentaires) ;
- **de préservation de la Planète** (de sa biodiversité en renouvelant les capacités nourricières des sols et en réduisant ou supprimant l'emploi systématiques des pesticides ; de ses ressources en eau dont 75% sont consommés par l'agriculture avec bien des gabegies ; des gaz à effet de serre dont la majorité, 30%, passent par l'assiette, et qui seraient réduits de beaucoup par une alimentation issue de productions « durables », plus locales et moins carnées).

L'agriculture biologique permet donc de concilier intérêts particuliers et professionnels avec l'intérêt général. **Le prix des choses ne doit donc pas se substituer à leur valeur.**

### **Lorsque la FAO plaide en faveur de l'agriculture biologique.**

Le rapport de la FAO publié en Mai 2007 portant sur « Agriculture biologique et sécurité alimentaire », traite de tous les enjeux de société en relation avec l'agriculture et l'alimentation et reconnaît que l'agriculture biologique répond en tout point à ces enjeux en précisant :

- que la sécurité alimentaire serait grandement améliorée par l'agriculture biologique mais que cela dépend avant tout d'une volonté politique ;
- que le grand intérêt de l'agriculture biologique est d'améliorer la qualité nutritionnelle des aliments ainsi que leur diversité, de préserver la biodiversité et les ressources en eau, de répondre aux enjeux énergétiques d'une moindre dépendance aux énergies fossiles et aux enjeux du dérèglement climatique, de stimuler une économie relocalisée plus indépendante : bref de répondre aux critères d'un véritable développement durable qui doit être la grande affaire du XXI<sup>e</sup> siècle !

### **Pour une politique agricole à la hauteur des enjeux :**

Il est grand temps que la politique agricole soit en cohérence avec une prévention sanitaire alimentaire afin de répondre aux enjeux sanitaires, socio-économiques, énergétiques et écologiques d'un développement soutenable.

Le Grenelle de l'environnement préconise, pour lancer une telle dynamique, que 20% de la production agricole se fasse en bio d'ici à 2020, c'est-à-dire 10 fois plus que maintenant, et que pour 2012, 20% des commandes en restaurations collectives concernent les productions bio.

Pour y parvenir, une telle politique doit développer la formation à l'agriculture biologique (formation primaire, actuellement réservée à de très rares lycées agricoles ; formation de reconversion destinée aux agriculteurs actifs) ; faciliter l'installation en bio alors que l'accès au foncier est trop souvent un obstacle depuis des années ; distribuer effectivement les aides à la production en fonction de critères environnementaux et sociaux ; mais aussi des aides aux restaurations collectives pour commander régulièrement des produits bio et de proximité : déplacer une partie des aides aux productions et aux exportations vers des aides à la consommation de produits de qualité et de proximité en restauration collective, permettrait aux producteurs de vivre de leurs productions et non en « assistés » comme nombre d'entre eux le déplore.

Quant à la distribution, elle comprendrait très vite les signaux ainsi adressés par une consommation qui intègre d'autres critères que le seul prix !

### **En guise de conclusion :**

Je suis relativement optimiste lorsque je constate un peu partout en France, lors de mes déplacements pour des conférences ou formations, la volonté de plus en plus avérée de collectivités territoriales de parvenir à une restauration collective de qualité et de proximité, relayant une démarche de « consom'action » individuelle amorcée depuis deux à trois décennies. Il est grand temps, car nous nous devons d'appliquer de vraies solutions à de vrais problèmes en terme de santé et de préservation de l'avenir des générations futures.

**Lylian LE GOFF**

Médecin, environnementaliste, Conférencier, Consultant

Auteur de « Manger bio c'est pas du luxe » (Terre vivante)